

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISSANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165
N° 79 - Numera Hau

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 30
no Tetepa 2016

Philippe MACHENAUD-JACQUET
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 79 du 30 septembre 2016

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

	Pages
Arrêté n° 1484 CM du 28 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 1260 CM du 31 août 2016 portant nomination de Mme Herenui Thunot en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent	11194
Arrêté n° 1485 CM du 28 septembre 2016 portant reconduction de la nomination de M. Jean-Michel Garrigues en qualité de directeur par intérim des affaires sociales	11194
Arrêté n° 1486 CM du 28 septembre 2016 portant fin de fonctions de M. Karim Laouiti en qualité d'agent comptable de l'Office polynésien de l'habitat	11195
Arrêté n° 1487 CM du 28 septembre 2016 portant nomination de M. Sébastien Marchand en qualité d'agent comptable de l'Office polynésien de l'habitat	11195
Arrêté n° 1488 CM du 28 septembre 2016 investissant M. Hans Teriinatoofa, maréchal des logis-chef, commandant la brigade de gendarmerie territoriale de Rikitea (archipel des Tuamotu-Gambier), des fonctions notariales	11196

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1484 CM du 28 septembre 2016 modifiant l'arrêté n° 1260 CM du 31 août 2016 portant nomination de Mme Herenui Thunot en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent.

NOR : ISL1600802AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 4 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 1260 CM du 31 août 2016 portant nomination de Mme Herenui Thunot en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 1260 CM du 31 août 2016 susvisé est modifié comme suit :

“Mme Herenui Thunot est nommée en qualité de tavana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent à compter du 1er octobre 2016 jusqu'au 31 décembre 2016 inclus”.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 1485 CM du 28 septembre 2016 portant reconduction de la nomination de M. Jean-Michel Garrigues en qualité de directeur par intérim des affaires sociales.

NOR : DAS1600812AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 344 CM du 14 mars 2007 portant organisation de la direction des affaires sociales ;

Vu l'arrêté n° 809 CM du 22 juin 2016 portant nomination de M. Jean-Michel Garrigues en qualité de directeur par intérim des affaires sociales ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— A l'article 1er de l'arrêté n° 809 CM du 22 juin 2016 susvisé, les mots : "30 septembre" sont remplacés par les mots : "16 octobre".

Art. 2.— Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Michel Garrigues et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail, des solidarités
et de la condition féminine,*
Priscille Tea FROGIER.

ARRETE n° 1486 CM du 28 septembre 2016 portant fin de fonctions de M. Karim Laouti en qualité d'agent comptable de l'Office polynésien de l'habitat.

NOR : OPH160072TAC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1er février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements ;

Vu délibération n° 98-145 APF du 10 septembre 1998 relative au régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires en position de détachement auprès du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat".

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Il est mis fin aux fonctions de M. Karim Laouti en qualité d'agent comptable de l'Office polynésien de l'habitat à compter du 30 septembre 2016.

Art. 2.— L'arrêté n° 1231 CM du 29 août 2013 portant nomination de M. Karim Laouti aux fonctions d'agent comptable de l'Office polynésien de l'habitat est abrogé.

Art. 3.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 1487 CM du 28 septembre 2016 portant nomination de M. Sébastien Marchand en qualité d'agent comptable de l'Office polynésien de l'habitat.

NOR : OPH160080TAC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-22 AT du 1er février 1979 modifiée relative à l'Office polynésien de l'habitat ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements ;

Vu délibération n° 98-145 APF du 10 septembre 1998 relative au régime applicable aux fonctionnaires civils et militaires en position de détachement auprès du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 167 CM du 27 janvier 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public

à caractère industriel et commercial dénommé "Office polynésien de l'habitat".

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Sébastien Marchand est nommé agent comptable de l'Office polynésien de l'habitat à compter du 1er octobre 2016.

Art. 2.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'agent intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,
Tearii ALPHA.*

ARRETE n° 1488 CM du 28 septembre 2016 investissant M. Hans Teriinatoofa, maréchal des logis-chef, commandant la brigade de gendarmerie territoriale de Rikitea (archipel des Tuamotu-Gambier), des fonctions notariales.

NOR : DAE162137TAC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la convention Etat/territoire n° 7520 du 8 décembre 2011 relative à la mise à disposition de la Polynésie française de la gendarmerie nationale ;

Vu la délibération n° 99-54 APF du 22 avril 1999 modifiée portant refonte du statut du notariat en Polynésie française et notamment ses articles 8 et 80 ;

Vu l'avis du colonel commandant la gendarmerie pour la Polynésie française en date du 18 août 2016 ;

Vu la proposition du procureur général près la cour d'appel de Papeete en date du 31 août 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— M. Hans Teriinatoofa, maréchal des logis-chef, commandant la brigade de gendarmerie territoriale de Rikitea (archipel des Tuamotu-Gambier), est investi, à compter du 1er octobre 2016, des fonctions notariales pour les actes courants d'importance réduite, en remplacement de M. Alain Raucourt. Il ne pourra recevoir, sauf urgence, que les testaments et les procurations.

Art. 2.— Le serment prêté par écrit par M. Hans Teriinatoofa devra être entériné par la cour d'appel de Papeete, avec effet à la date du 1er octobre 2016.

Art. 3.— L'arrêté n° 1493 CM du 4 octobre 2012 investissant M. Alain Raucourt, adjudant-chef, commandant la brigade de gendarmerie territoriale de Rikitea (archipel des Tuamotu-Gambier), des fonctions notariales, est abrogé à compter du 1er octobre 2016.

Art. 4.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et au procureur général près la cour d'appel de Papeete et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 septembre 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Pour le ministre absent :

*Le ministre du tourisme,
des transports aériens internationaux,
de la modernisation, de l'administration
et de la fonction publique,
porte-parole du gouvernement
Jean-Christophe BOUISSOU.*